

La première conséquence en a été une énorme dépense inutile de la richesse publique. Des compilateurs de statistiques aux Etats-Unis ont constaté que pour chaque dollar versé dans le trésor américain en vertu du tarif, le public en perd trois, ou, en d'autres termes, les dépenses que vaut aux Américains leur tarif élevé se sont montées annuellement à près de \$600,000,000 pendant les dix dernières années, soit une perte de \$6,000,000,000, égale à près du double du montant total de la dette nationale du pays. Je ne réponds pas de l'exactitude de ce fait statistique, quoiqu'il ait été constaté par des hommes d'une grande valeur, mais je demande à la Chambre la permission de lui lire les observations que faisait sur le sujet, le 12 juillet 1875, l'honorable David Wells. Voici ses paroles :

" Il y a maintenant quinze ans que l'on fait aux Etats-Unis l'expérience de la protection la plus absolue appliquée à l'industrie indigène, dans les conditions de succès les plus favorables qui se soient jamais rencontrées dans le monde ; et, sous son influence, l'industrie domestique du pays ne s'est pas améliorée d'une manière très-sensible. Toutes les prédictions faites avec tant d'assurance, par le passé, sur la prospérité que devait amener la protection, ont tourné à faux ; et l'on n'a qu'à rechercher les différentes industries spécialement protégées, pour connaître celles qui sont les moins rémunératives et les plus précaires. Ainsi, dans la fabrication du fer en guense, les immenses bénéfices de cette industrie ont donné lieu à une si grande concurrence, que ce genre d'affaires est devenu onéreux : état de choses auquel on ne peut remédier, à moins de suspendre ou limiter pendant un certain temps la production, de fermer complètement nombre de hauts-fourneaux et de perdre absolument d'énormes capitaux risqués à la légère. Bien que l'industrie des soies ait pendant plusieurs années joui de la protection d'un tarif prohibitif portant à soixante pour cent les droits sur toutes les importations de fabrication étrangère, et que la matière première ait été admise en franchise, les fabricants désirent cependant encore l'imposition de droits plus élevés, et sont unanimes à dire que la moindre réduction dans les droits serait tout-à-fait ruineuse pour eux. Quant à la manufacture des laines—industrie pour la protection de laquelle les protectionnistes ont été à même de dicter d'une manière absolue la législation qui leur semblait alors à désirer, et ont décrété l'imposition de droits variant de cinquante à cent cinquante pour cent—it suffit de dire que la stagnation des affaires qui existe